



Paris, le 28 avril 2011

Enfin une excellente nouvelle !

Le Fatah et le Hamas sont parvenus à un accord visant à mettre en place, notamment, un gouvernement d'union nationale et à organiser prochainement des élections législatives et présidentielles.

C'est une excellente nouvelle dont nous nous félicitons !

La division des deux principales forces politiques palestiniennes a été considérée par Israël comme constituant sa principale « victoire stratégique ».

Cette division interpalestinienne était en effet totalement mortifère pour les Palestiniens.

Sous l'impulsion de Marwan Barghouti, depuis sa prison, un accord entre les deux parties, sur la base du document dit « des prisonniers », avait été trouvé en 2006. Il avait conduit à la mise en place d'un gouvernement d'union nationale qui, entre autres, proposait la création d'un Etat palestinien dans les frontières de 67 avec Jérusalem-Est comme capitale.

Ce gouvernement, pourtant clairement assis sur le droit international, a été aussitôt été l'objet d'un blocus de la part des Etats-Unis, de l'Union européenne et des attaques, inclus meurtrières, israéliennes. Il n'aura vécu que quelques semaines.

Cette perspective de réunification du mouvement palestinien confirme, comme l'AFPS l'a souligné depuis 2006, met en évidence la responsabilité de la communauté internationale dans sa division. Que cette évolution se produise dans un contexte où la reconnaissance de l'Etat de Palestine se généralise ne doit rien au hasard".

Le vent positif des « révolutions arabes » est à l'œuvre derrière ce nouvel accord qui sera officiellement conclu demain au Caire. La jeunesse palestinienne a joué un grand rôle dans ce sens en réclamant haut et fort, par des initiatives diverses, qu'il soit mis un terme à cette division tragique qui était tout autant incompréhensible qu'insupportable. Les changements intervenus en Egypte ont également pesé.

Mais l'expérience le montre : la seule annonce d'un accord entre le Fatah et le Hamas ne garantit pas que celui-ci prenne réellement corps. C'est dire l'importance de la mobilisation des Palestiniens eux-mêmes pour rendre l'unité irréversible et les choix opérés par la communauté internationale.

Pour nous c'est clair : il faut donner toute sa chance à cet accord !

La France en particulier, doit s'en tenir aux propos de son ministre des Affaires étrangères qui déclarait récemment, en forme de critique sur la politique passée, qu'il fallait discuter avec tous au Proche-Orient.

Cette union interpalestinienne constitue une nouvelle chance pour la paix. Il faut la soutenir !

Le bureau national de l'AFPS